

L'univers du secteur public, 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 22 novembre 2021

La contribution des institutions du secteur public est essentielle au bien-être social et économique des Canadiens. Ensemble, ces institutions appuient la production et la redistribution des revenus et des richesses et offrent une vaste gamme de services essentiels en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'ordre et la sécurité publique ainsi que les affaires économiques.

L'univers du secteur public (USP) est une liste exhaustive des unités institutionnelles qui définissent le champ d'application des statistiques macroéconomiques du Canada, y compris les [statistiques de finances publiques canadiennes](#) (SFPC) qui sont également diffusées aujourd'hui. La liste des unités déclarantes est un apport essentiel à la compilation et la diffusion de données détaillées et significatives se rapportant aux SFPC et à la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques. Il s'agit d'un élément clé dans la compréhension de ces données et leur rapprochement avec les données fiscales publiées par les administrations publiques.

Le secteur public comprend l'ensemble des unités institutionnelles résidentes contrôlées par des unités des administrations publiques résidentes, qui comprennent toutes les unités du secteur des administrations publiques et les entreprises publiques (EP) résidentes, généralement connues sous le nom de sociétés publiques. Ce secteur englobe plus de 6 150 unités actives au moment de la présente diffusion.

Les décisions de classification sectorielle des entités du secteur public sont maintenant accessibles dans l'outil de l'[univers du secteur public](#)

Cette année, pour la première fois, Statistique Canada publiera progressivement des renseignements détaillés sur la méthodologie employée pour la classification sectorielle des entités du secteur public canadien au moyen d'un modèle normalisé.

Les critères de classification sont basés sur les normes internationalement reconnues de statistiques macroéconomiques et comprennent les notions de résidence, d'unité institutionnelle, de contrôle et de production marchande ou non marchande. La méthodologie est ainsi harmonisée avec les prescriptions du Manuel de statistiques de finances publiques 2014, créé par le Fonds monétaire international, et du Système de comptabilité nationale 2008.

Les décisions de classification serviront à améliorer la transparence du processus de classification sectorielle des entités et à enrichir le contenu des métadonnées du programme de SFPC.

À première vue, la taille de l'USP semble considérable, mais la pertinence de chacune de ces institutions revêt une importance. La participation des administrations publiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services sociaux est contrôlée principalement à l'échelle des provinces et des territoires, et elle est liée à des fonctions clés des opérations gouvernementales dans l'intérêt général de la société. La nature et la diversité des industries touchant le secteur public soulignent son étendue et son influence économique au Canada.



Tableau 1
Nombre d'unités actives du secteur public canadien selon le secteur et la province ou le territoire, 2020

	Administration fédérale	Administrations provinciales et territoriales	Universités et collèges	Institutions de santé	Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec	Administrations locales	Commissions scolaires
nombre d'unités actives							
Terre-Neuve-et-Labrador	0	32	3	5	0	289	2
Île-du-Prince-Édouard	0	21	3	2	0	64	2
Nouvelle-Écosse	2	33	12	4	0	81	9
Nouveau-Brunswick	1	40	11	4	0	128	0
Québec	6	109	81	38	1	1 387	72
Ontario	37	61	79	137	1	499	84
Manitoba	3	43	13	13	0	137	37
Saskatchewan	0	76	23	5	0	803	27
Alberta	1	47	32	2	0	436	76
Colombie-Britannique	6	45	35	14	0	432	60
Yukon	0	8	1	2	0	8	0
Territoires du Nord-Ouest	1	13	1	3	0	23	2
Nunavut	5	34	1	1	0	25	0
Total	62	562	295	230	2	4 312	371
		Entreprises publiques fédérales	Entreprises publiques provinciales et territoriales	Entreprises publiques locales	Total des administrations publiques et entreprises publiques		
nombre d'unités actives							
Terre-Neuve-et-Labrador		2	5	1	339		
Île-du-Prince-Édouard		0	8	1	101		
Nouvelle-Écosse		1	9	8	159		
Nouveau-Brunswick		2	5	6	197		
Québec		7	14	19	1 734		
Ontario		13	13	102	1 026		
Manitoba		1	6	2	255		
Saskatchewan		1	10	5	950		
Alberta		0	6	44	644		
Colombie-Britannique		4	8	9	613		
Yukon		0	3	1	23		
Territoires du Nord-Ouest		0	3	0	46		
Nunavut		0	3	0	69		
Total		31	93	198	6 156		

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant de *L'univers du secteur public* (68-516-X).

Il est possible d'observer la distribution des entités du secteur public du point de vue sectoriel, provincial-territorial et industriel.

En 2020, comme il y a eu très peu de changements dans les chiffres de l'univers du secteur public, la répartition des diverses dimensions en pourcentage est pratiquement restée la même. Cependant, le nombre de municipalités a diminué à l'Île-du-Prince-Édouard à la suite d'une fusion de collectivités rurales.

Sur un nombre total de 6 156 unités dans le secteur public en 2020, la plus grande représentation des unités institutionnelles publiques était liée à des administrations locales (municipalités) et à des commissions scolaires (76 % ou 4 683 unités), suivies des administrations provinciales et territoriales (9 % ou 562 unités). Les entreprises publiques fédérales, provinciales et territoriales et locales ont représenté 5 % (322 unités) du secteur public, tandis que l'administration fédérale, les universités, les collèges, la santé et le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ) constituaient la part restante (10 % ou 589 unités).

Tableau 2
Aperçu financier du secteur public canadien, 2020

	Administration fédérale	Administrations provinciales et territoriales	Administrations locales	Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec	Consolidation	Administrations publiques consolidées
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)=A+B+C+D+E
% du PIB						
Transactions						
Recettes	15,2	23,1	9,0	3,9	-10,1	41,0
Charges	27,6	26,3	8,1	3,3	-10,1	55,2
Solde net de gestion	-12,4	-3,2	0,8	0,5	0,0	-14,2
Stocks						
Actifs	27,5	62,6	27,4	31,5	-9,2	139,9
Non financiers	3,8	27,5	20,8	0,0	0,0	52,1
Financiers	23,7	35,1	6,6	31,5	-9,2	87,8
Passifs	66,4	61,1	8,5	4,7	-9,2	131,5
Valeur financière nette	-42,7	-26,0	-1,8	26,9	0,0	-43,7
Valeur nette	-38,9	1,5	18,9	26,9	0,0	8,4
nombre d'unités						
Nombre d'unités	62	1 087	4 683	2	...	5 834
Entreprises publiques (G) Consolidation (H) Secteur public (I)=F+G+H						
% du PIB						
Transactions						
Recettes			6,9		-2,6	45,3
Charges			7,0		-2,6	59,6
Solde net de gestion			-0,1		0,0	-14,3
Stocks						
Actifs			71,1		-43,5	167,5
Non financiers			12,5		0,0	64,5
Financiers			58,7		-43,5	102,9
Passifs			69,6		-43,5	157,5
Valeur financière nette			-10,9		0,0	-54,6
Valeur nette			1,6		0,0	9,9
nombre d'unités						
Nombre d'unités			322		...	6 156

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) :

PIB désigne le produit intérieur brut.

Les chiffres se rapportant au secteur public canadien ont été obtenus en consolidant les transactions majeures et les relations entre débiteurs et créanciers parmi les unités des administrations publiques consolidées et les entreprises publiques. Les administrations provinciales et territoriales de ce tableau comprennent les universités, les collèges et les établissements de santé. Les administrations locales comprennent les commissions scolaires.

Source(s) : Tableaux [36-10-0222-01](#), [10-10-0016-01](#), [10-10-0017-01](#), [10-10-0020-01](#), [10-10-0022-01](#), [10-10-0147-01](#), [10-10-0023-01](#).

Les administrations publiques pèsent lourd dans l'économie canadienne, ce qui se traduit dans les principaux agrégats des SFPC exprimés en pourcentage du produit intérieur brut (PIB). La taille des administrations publiques au Canada s'explique en grande partie par les vastes programmes de protection sociale, combinés au système de soins de santé universel et au système d'éducation public.

En 2020, les administrations publiques consolidées ont enregistré un déficit historique qui s'est élevé à 14,2 % du PIB en conséquence directe de la pandémie de COVID-19. Les dépenses totales du secteur public ont atteint près de 60 % du PIB en 2020, ce qui correspond à une hausse marquée par rapport à environ 40 % en 2019. Le niveau de dépenses de l'administration fédérale (27,6 % du PIB) à lui seul a exceptionnellement dépassé celui des administrations provinciales et territoriales, tout comme le niveau d'endettement (passifs totaux).

Les entreprises publiques jouent également un rôle important dans l'économie canadienne et constituent un prolongement de la politique budgétaire de l'administration publique. Plus particulièrement, elles fournissent des biens et des services clés à la collectivité et gèrent une partie des actifs et des passifs stratégiques du gouvernement. Cette année, les entreprises publiques canadiennes ont vu leurs actifs financiers (58,7 % du PIB) et leurs passifs (69,6 % du PIB) augmenter de près de 20 % du PIB pour atteindre un sommet historique. Cette

hausse s'explique principalement par les mesures de soutien financier et monétaire sans précédent menées par la Banque du Canada pendant la pandémie, en particulier les achats massifs de titres de créance fédéraux. À la fin de la période de référence, la Banque détenait environ 33 % des bons du Trésor et des obligations fédérales en circulation.

Tableau 3
Nombre d'entreprises publiques actives du secteur public canadien selon l'industrie, 2020

	Fédérales	Provinciales et territoriales	Locales	Total par industrie
	nombre d'entreprises actives			
Industrie				
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0	1	0	1
Services publics	0	14	121	135
Construction	0	1	0	1
Fabrication	2	2	0	4
Commerce de gros	1	0	0	1
Commerce de détail	0	15	0	15
Transport et entreposage	21	10	71	102
Industrie de l'information et industrie culturelle	0	1	6	7
Finance et assurances	6	11	0	17
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1	14	0	15
Services professionnels, scientifiques et techniques	0	2	0	2
Gestion de sociétés et d'entreprises	0	1	0	1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	0	1	0	1
Arts, spectacles et loisirs	0	19	0	19
Services d'hébergement et de restauration	0	1	0	1
Total	31	93	198	322

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant de *L'univers du secteur public* (68-516-X).

Outre l'administration publique, les entités du secteur public du Canada étaient actives dans diverses industries, comme les services d'utilité publique (p. ex. l'hydroélectricité), le commerce de détail (p. ex. les régies des alcools et les magasins de cannabis), le transport (p. ex. les ports), la finance (p. ex. l'assurance-dépôts), la location (les centres de congrès) et les loisirs (les parcs naturels).

Le couplage des données de l'univers du secteur public aux statistiques de finances publiques permet d'effectuer une analyse utile. Par exemple, en 2020, les 93 entreprises publiques relevant des provinces et des territoires ont représenté près de 60 % (99 milliards de dollars) de toutes les recettes provenant des entreprises publiques au Canada (166 milliards de dollars). Les entreprises de services d'utilité publique ont enregistré à elles seules des recettes de plus de 44 milliards de dollars.

Les entreprises publiques relevant des administrations locales (municipales) étaient de loin les plus nombreuses (198 ou 61 % de l'ensemble des entreprises publiques) et elles ont été à l'origine de 20 % (34 milliards de dollars) des recettes totales des entreprises publiques. Les entreprises publiques locales sont principalement actives dans les industries des services d'utilité publique et du transport en commun.

Les entreprises publiques fédérales ont généré à peu près les mêmes recettes (34 milliards de dollars) que les entreprises publiques locales, même si elles ne sont qu'au nombre de 31. Les entreprises publiques fédérales ont généré un peu plus de la moitié (19 milliards de dollars) de leurs recettes au moyen d'activités dans le domaine de la finance et des assurances (p. ex. la Banque du Canada ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement). En outre, des recettes de 11 milliards de dollars ont été générées par l'industrie des transports, en lien avec l'exploitation de VIA Rail et les autorités portuaires dans l'ensemble du Canada.

Note aux lecteurs

La liste des entités de l'univers du secteur public (USP) pour l'année 2020 est maintenant accessible. Le produit de cette année présente les entités du secteur public de 2008 à 2020.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la couverture institutionnelle du secteur public canadien et la méthodologie relative à la classification sectorielle des entités publiques, veuillez consulter le document intitulé « [Pratiques exemplaires pour définir le secteur public au Canada](#) ».

Le secteur public du Canada — les administrations publiques et les entreprises commerciales qui en relèvent — fournit des renseignements détaillés sur les milliers d'unités institutionnelles présentes partout au Canada, y compris le nom de l'unité, la date d'entrée ou de sortie du secteur public, ainsi que des renseignements géographiques. Cette liste d'unités institutionnelles constitue l'univers à partir duquel Statistique Canada présente la mesure des statistiques de finances publiques canadiennes.

Une unité institutionnelle est une entité économique qui est autorisée, de son propre droit, à détenir des actifs, à contracter des passifs et à s'engager dans des activités économiques et des opérations avec d'autres entités.

Les ministères, départements, organismes, conseils, commissions, autorités judiciaires, organes législatifs et autres entités qui composent une administration ne constituent pas des unités institutionnelles s'ils n'ont pas le pouvoir de détenir des actifs, de contracter des passifs ou d'effectuer des opérations de leur propre droit. En général, les entités financées par des crédits ouverts dans le cadre d'un budget voté ne sont pas toutes des unités institutionnelles distinctes et sont traitées comme constituant une seule unité institutionnelle. Les entreprises publiques sont des sociétés financières et non financières, contrôlées par une administration publique et engagées dans des opérations commerciales liées à la vente de biens et services au public sur le marché à des prix économiquement significatifs.

La dernière composante de l'USP du Canada (gouvernements autochtones) sera présentée dans les prochaines diffusions de la liste de l'univers du secteur public.

Les calculs en tant que pourcentage du PIB sont fondés sur le PIB nominal aux prix du marché, les estimations pour le Canada, les provinces et les territoires, fondées sur les dépenses, et sont accessibles dans le tableau [36-10-0222-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5218.

La publication *L'univers du secteur public* ([68-516-X](#)) est maintenant accessible en format HTML.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).